

ANNEXE II.2

Parti INKINZO

Autopsie des élections présidentielles de juin 1993

Le parti UPRONA ne s'était pas seulement opposé au multipartisme mais également à tout éveil de la société civile. Aussi a-t-il fait voter une constitution taillée à sa mesure alors que l'unanimité en son sein n'était que façade. Comme il "avait érigé un bunker antidémocratique avant l'adoption de la constitution il n'est guère étonnant que sa campagne se limita à diaboliser son adversaire le FRODEBU, ce qui précipita sa chute. Dans tous les cas un fait est certain : à voir les résultats des élections, province par province, il est erroné de conclure que tout Hutu a voté pour un Hutu et tout Tutsi pour un Tutsi.

Buyoya a perdu !

Le verdict est tombé comme une bombe ! Créant la stupeur dans les rangs de la coalition pro-Buyoya et tout particulièrement dans l'UPRONA. Tandis que les militants du FRODEBU exultent alors que tous les observateurs non-avisés contiennent mal leur surprise !

Car selon les pronostics de l'UPRONA généreusement répercutés par les mass-médias, Buyoya devait gagner avec une confortable avance !

Pourquoi cette défaite surprise du candidat Président ? Pourquoi cette surprise elle-même au fait ? Que signifie cette victoire du candidat du FRODEBU et qu'augure-t-elle pour tout le pays ?

Pour essayer de répondre à ces questions, il importe de remonter un peu dans le temps et de voir ce qui s'est passé avant la campagne électorale.

I. Situation politique avant la campagne

Le Burundi aborde la décennie 90 avec beaucoup d'espoirs mais aussi avec beaucoup de contradictions. Si des efforts très louables ont été faits pour restaurer l'unité nationale, il n'en reste pas moins que cette unité nationale comporte beaucoup d'ambiguïtés et que de plus pour beaucoup de Burundais les divers événements sanglants qui ont jalonné notre histoire constituent un passé qui leur colle aux talons même quand ils changent de souliers... Seuls quelques cyniques osent affirmer que le Burundi n'a jamais côtoyé sa destruction (Uburundi ntibwizeze bugwa mw'isanganya...).

Sur la question de la démocratisation, la plupart des responsables politiques enorgueillis par un certain succès remporté par la politique de l'unité nationale, n'entendent point remettre en cause les avantages tirés des dividendes de la paix par une compétition politique.

"Le Renouveau" d'ailleurs avertit toujours à la une: "Le parti UPRONA est et restera LE creuset de l'Unité Nationale", sous-entendant par-là que les autres formations politiques qui naîtraient ne seraient point des militants de l'Unité...

L'opposition des ténors de l'UPRONA à la démocratisation ne touche du reste pas seulement les éventuels partis politiques naissants, elle tend à freiner tout éveil de la société civile.

Ainsi la ligue burundaise des droits de l'homme *Iteka*, jugée trop indépendante, devra-t-elle mener un combat de titan pour se faire agréer; la loi sur les associations reste-t-elle très restrictive...

Il n'y a donc rien d'étonnant que dans ce contexte, le multipartisme concédé sous la pression occidentale ait accouché de prématurés, puisque la société n'avait réellement pas eu l'occasion de pratiquer le débat politique contradictoire.

Cette impréparation politique des partis naissants est aggravée par le contexte international qui vient de signer la faillite des pays dits "socialistes", rendant du même coup le débat idéologique classique provisoirement désuet...

Les différents Partis qui vont naître se différencieront très peu par le projet de société proposé. Ils en sont du reste si conscients que certains d'entre eux, entre autre le FRODEBU, cacheront jalousement leur programme politique jusqu'à la dernière minute, de peur que leurs concurrents ne le plagient...

La deuxième conséquence de cette absence de débat politique sur les éventuels projets de société - débat idéologique par définition - est que la plupart des Partis naissants seront des rassemblements autour d'objectifs flous, ou tout simplement invouables...

La plupart des partis actuels sont donc des fronts et il suffirait d'en gratter le vernis unitaire pour découvrir dans leurs membres des diversités idéologiques irréconciliables. Ceci est particulièrement vrai pour les deux principaux partis: le FRODEBU et l'UPRONA.

On peut à titre d'exemple se demander quel ciment magique peut unir dans le FRODEBU des citoyens comme *Sindayigaya* Jean-Marie ou *Karibwami* Pontien jadis de gauche, avec un *Ntibazonkiza* Raphaël.

Le premier brille par des prises de position fondamentalement démocratiques (et donc anti-tribalistes) tout au moins si l'on en juge par son livre "Sortir de la violence au Burundi" (même si de mauvaises langues disent qu'il n'aurait servi que de prête-nom).

Le dernier, porte parole du FRODEBU en Belgique, nous offre dans son livre "Au pays des seigneurs de la lance" plusieurs gracieusetés dont l'une des plus nobles est probablement l'affirmation selon laquelle "les Tutsi ont une malhonnêteté congénitale".

De même pour l'UPRONA, on peut raisonnablement s'interroger sur ce qui peut unir des hommes comme *Niyonsaba* Ambroise dont les écrits sont généralement démocratiques (voir à ce propos "l'Unité nationale", communication de M. A. *Niyonsaba* au cours des journées de réflexions de l'Université du Burundi - 3 septembre 1988; publié en réaction des événements de *Ntega* et *Marangara*) avec par exemple *Hakizimana* Isidore aux célèbres I.U. ou avec les nombreux hommes d'affaires Tutsi accourus à la dernière minute à la rescousse de l'UPRONA quand ils ont compris que le coq FRODEBU risquait de manger le drapeau rouge-blanc qui enveloppait leurs intérêts...

On voit donc que l'avènement du multipartisme au Burundi risque de nous embaumer d'un multi-apartisme, exactement comme l'accession à l'indépendance a été pour la plupart des citoyens du tiers-monde le remplacement du colon blanc par un colon de leur race....

Hormis ces lacunes dues à l'état de la société elle-même, plusieurs ambiguïtés et interrogations accompagnent le processus démocratique lui-même.

Premièrement le processus est mené par le seul parti unique au pouvoir. Au lieu de laisser la société s'organiser politiquement avant et de mener à posteriori une concertation entre les diverses organisations qui auront vu le jour, pour déterminer les voies et moyens d'aboutir à une saine démocratie, le parti unique UPRONA entend être à la barre seul. Les quelques débats organisés sur la Charte de l'Unité Nationale et la Constitution ne sont en réalité que des séances d'explication où le citoyen isolé vient faire le figurant devant la puissante machine bureaucratique de l'UPRONA.

Rien d'étonnant donc que dans ce contexte, la Constitution qui est sortie de ces "concertations" ait été taillée à la mesure de son vrai auteur l'UPRONA, faisant fi des nombreuses propositions démocratiques émises.

En effet, le texte fondamental lamine les petits partis dans les législatives et multiplie les embûches pour freiner leur participation aux diverses élections. Le calendrier électoral qui sera lui-même mis sur pied opérera pour la précipitation vraisemblablement dans le but d'éliminer les jeunes partis naissants - dont le FRODEBU - qui risquaient de puiser dans le réservoir immense des électeurs de l'UPRONA (il s'est remarquablement vidé depuis lors...). Ceci aura pour conséquence de limiter pratiquement la compétition électorale à deux partis: l'UPRONA lui-même et le FRODEBU qui oeuvrait depuis longtemps dans la clandestinité.

D'autre part, le texte fait intervenir une notion très ambiguë de l'Unité Nationale dans la mesure où elle impose à tous les partis d'être multi-ethniques sans préciser les limites numériques de ce concept et sans donner au juge qui devra faire respecter cette loi aucun moyen fiable de contrôler l'appartenance ethnique des citoyens.

De plus, plusieurs questions restent posées alors que leur résolution devraient servir de base même pour la démocratie. Parmi elles il y a les questions qui n'ont jamais été abordées - comme la justice, la justice sociale, l'armée - et d'autres émanant des débats inadéquats comme l'unité nationale. Cette dernière est particulièrement délicate et relativement controversée malgré l'unanimité de façade qu'on observe chez les responsables de l'UPRONA.

En effet, les débats sur l'unité nationale malgré qu'ils aient eu un effet thérapeutique sur la société et aient permis de lancer ce qu'on a appelé "la politique de l'Unité nationale", ils n'ont pas pu (ou pas voulu ?) faire la lumière sur notre passé sanglant, ce qui laisse une dangereuse porte ouverte sur les suspicions et la globalisation.

On peut même se demander si certains parmi les organisateurs de ces débats sur l'Unité nationale - sans exclure les ténors du FRODEBU clandestin qui têtait généreusement la vacante-à-lait, UPRONA à l'époque - n'ont pas expressément omis de soulever la question pour pouvoir exploiter ce flou propice à la globalisation quand viendraient les élections...

On voit donc que les interrogations qu'on observe par-ci par-là aujourd'hui ne doivent pas être circonscrites à la période actuelle mais doivent être reliées à la période précédant la campagne elle-même. Ceci permettrait de voir si elles ne seraient pas le produit de la conjonction d'un système biaisé à l'origine avec l'incompétence ou la non-préparation politique des acteurs.

Le résultat immédiat de cette conjonction est qu'en réalité seules deux formations politiques (FRODEBU & UPRONA) ont participé à la compétition pour la magistrature suprême. Quelles étaient la méthode de travail et la stratégie politique suivie dans la campagne par chacun des deux partis ?

Travail et propagande des deux principaux partis

Honneur au vainqueur !

Nous commençons donc avec le FRODEBU !

Le FRODEBU est né sous la dictature de *Bagaza*. Il a évolué dans la clandestinité jusqu'à son agrégation après l'adoption de la Constitution légalisant le multipartisme. Il est donc rodé aux méthodes de lutte clandestine et particulièrement à la tactique de réseau maille propre à ce genre de lutte.

Selon des sources dignes de foi, il n'aurait pas lui-même mis sur pied tout le réseau mais aurait largement profité des circuits implantés par le PALIPEHUTU. Dans tous les cas ce réseau est très efficace car il quadrille pratiquement tout le pays avec une implantation d'une cellule sur pratiquement chaque colline de recensement. Existe-t-il une collaboration entre le FRODEBU et le PALIPEHUTU ? Si la réponse à cette question est négative, quels rapports y-a-t-il entre les anciens membres du réseau PALIPEHUTU et le FRODEBU ?

Nous sommes encore dans l'incapacité de répondre à ces questions avec assurance à l'heure actuelle.

Ce qui est clair, c'est qu'une éventuelle collaboration sur critère ethnique n'était pas impossible dans la mesure où, de l'aveu même du président du FRODEBU, le groupe qui a démarré ce parti du temps de la clandestinité était monoethnique Hutu.

L'agrément du FRODEBU fera rincer les dents à plus d'un Uproniste qui l'accusait de parti tribaliste, mais le FRODEBU n'en aura cure de ces accusations et pour cause, il sait se jouer avec malice des ambiguïtés contenues dans la Constitution. Les juristes s'en mordront les doigts encore longtemps d'ailleurs !

Le FRODEBU se lancera dans la campagne Présidentielle la tête haute malgré les coups fourrés d'une partie de l'administration et de la presse; exploitant avec agilité tous les méfaits et manquements commis par l'UPRONA depuis l'indépendance - et ils n'en manquent pas - et les faisant porter au seul candidat de l'UPRONA.

Les 46 propositions du projet socio-économique du candidat du FRODEBU n'apparaîtront d'ailleurs que fort tard dans la campagne, ce qui en dit long sur l'importance qu'on leur accordait dans le parti... Tiens, au fait ces 46 Propositions feraient-elles partie des propos électoralistes que le nouveau pouvoir nous invite allègrement à oublier ?

Le FRODEBU aurait-il joué la carte ethnique dans la propagande?

Un observateur non avisé répondrait tout de suite que non dans la mesure où ce parti a quelques TUTSI dans son sein. Pour notre part, nous nous gardons bien de tirer une conclusion quelconque à ce propos car n'ayant aucune preuve tangible. Mais nous devons attirer l'attention sur le fait que l'existence de quelques TUTSI dans le parti ne le dispense pas automatiquement du tribalisme car appartenir à un parti est une chose et en contrôler les réseaux semi-clandestins en est une autre. Du reste, l'histoire proche du Burundi nous le prouve: Bagaza avait quelques *Hutu* dans son gouvernement (des *Hutu* de service disaient les mauvaises langues...), mais cela ne l'a nullement freiné dans ses visées tribalistes.

Mais sans vouloir affirmer que le FRODEBU aurait succombé à la tentation de tirer sur la corde ethnique, nous nous en voudrions de passer sous silence quelques faits troublants.

Le premier fait est la résurgence d'un discours anti-réfugiés Rwandais, rejoignant les propos tenus jadis dans l'*Aube* de la démocratie clandestin n° 2. Bien que certains réfugiés rwandais aient interféré dans le conflit ethnique burundais, ce discours globalisant est-il justifié ?

Le deuxième fait est le fruit d'une discussion menée avec quelques paysans militants de base du FRODEBU. Ils nous ont affirmé que le mot d'ordre qui a sillonné nuit et jour leur colline - avant et pendant la campagne - était non la "démocratie" mais la "libération du joug *Tutsi*" (kwikurako abatutsi).

Dans quelle mesure ce mot d'ordre a-t-il essaimé à travers tout le pays ?

Au cas où il aurait sillonné tout le pays serait-il l'oeuvre de l'état-major du FRODEBU ou émanerait-il de la base et des éventuelles ramifications héritées du PALIPEHUTU ?

Nous ne pouvons répondre à aucune de ces questions pour l'instant.

Ce que l'on peut dire, c'est que si ce mot d'ordre émanait de la direction, on pourrait affirmer alors que le FRODEBU a recouru à une fraude électorale *idéologique*.

Par contre, si c'est la dernière hypothèse qui prévaut, on peut se demander si la direction a été mise au courant du comportement de sa base et quelle a alors été sa réaction.

Ici l'on peut parier que si l'engagement tribaliste émanait de la base au vu et au su de l'état-major du FRODEBU, ce dernier n'aurait probablement pas levé son petit doigt pour freiner cette propagande tribaliste. Ce ne serait pas en effet la première fois que la fraction démocratique du FRODEBU range ses convictions dans le placard pour ne pas choquer sa base.

De source digne de foi, on sait que le comportement de certains dirigeants du FRODEBU n'a pas été fort démocratiquement engagé lors des massacres ethniques au Rwanda.

Le fait mérite d'être conté sans fausse pudeur.

On sait que le pouvoir avait érigé un bunker antidémocratique avant l'adoption de la constitution.

Mais les revendications démocratiques ont fini par y creuser une brèche qui a abouti à la création de la Ligue *Iteka* que d'ailleurs des caciques de l'UPRONA soupçonnaient d'être un parti déguisé... Toujours est-il que beaucoup de militants du FRODEBU clandestin s'engouffrèrent dans cette première brèche et que certains leaders se retrouvèrent parmi les responsables de la Ligue...

Vint la guerre d'octobre au Rwanda et les massacres sus-mentionnés. La Ligue décida de faire une déclaration condamnant ces massacres et appelant au respect des droits de l'homme de la part des belligérants.

A la grande surprise de tout le monde, des leaders du FRODEBU membres de la Ligue, approchés pour faire parti de la commission devant préparer la déclaration déclinèrent poliment l'offre, arguant qu'ils ne voulaient pas courir le risque de se couper de leur "électorat hutu" ! (sic)

Dans tous les cas, les interrogations persistantes qu'on rencontre partout sur la nature des liens existant entre la direction et une certaine base du FRODEBU ne devraient pas laisser indifférent ce parti.

Les démocrates de ce parti ont le devoir de le pousser à faire la lumière sur la question et ce pas seulement dans la langue de Voltaire...

Mais cette clarification des principes, en *Kirundi* de surcroît, peut signifier "se couper de la base" et c'est là où le bât blesse, ceci d'autant plus que les élections législatives n'ont pas encore eu lieu !!!

Cependant, le dernier discours du Président élu comportant une mise en garde sur des mauvais comportements pendant la campagne des législatives est un pas dans la bonne direction. Pourvu qu'il ne s'arrête pas là !

Le 2^e Parti qui a participé aux compétitions présidentielles est l'UPRONA.

Nous ne nous attarderons pas sur son passé que tout le monde connaît. Nous rappellerons simplement qu'il a été successivement le parti de l'indépendance nationale, le parti de

légitimation des différents putschistes qui ont gouverné le pays et enfin le parti qui a organisé la transition du monopartisme au pluralisme politique.

Son aura dans la lutte politique pour l'indépendance s'est vite ternie par ses divisions internes, sa légitimation de l'exclusion et par son incapacité à influencer positivement sur l'histoire fort sombre de ce pays. Les différentes tentatives pour sauver sa façade - en le proclamant parti unique ou en le rénovant - n'ont rien changé à sa nature.

Parti unique, il est devenu une sorte d'administration parallèle relativement juteuse et au service de l'autre administration, celle du pouvoir central.

La plupart de ses agents travaillent comme tous les autres fonctionnaires de l'administration et n'ont aucune trace de cette flamme et de cet engagement qui caractérise les "militants" des partis décidés à faire triompher leur projet de société.

Devenu un parti à côté d'autres que l'ouverture démocratique a vu pousser comme des champignons, il a gardé ses structures d'antan, c'est-à-dire de parti unique !

C'est dire que, toutes choses égales par ailleurs l'engagement de ses "fonctionnaires" ne devait pas ressembler à celui des "militants" des autres partis.

Pour la nième fois, il a servi à légitimer et à asseoir le pouvoir issu du coup d'Etat du président *Buyoya*. Mais, contrairement aux présidents précédents, le major *Buyoya*, sans doute trop honnête pour trahir, ne se mettra pas à l'affaiblir pour régner seul alors que son siège était devenu relativement stable pour lui permettre ce jeu. Mieux, on peut se demander en [fait si le président *Buyoya* n'a pas été un otage de l'UPRONA...].

En effet, certains des apparatchiks de ce parti peuvent avoir estimé qu'en laissant *Buyoya* évoluer un tant soit peu en dehors de l'UPRONA, la redistribution du pouvoir que chaque président a, risquait de toucher des cercles plus larges que leur parti, ce qui aurait évidemment diminué leurs chances...

Il est du reste significatif que tous les porte-paroles de l'UPRONA interrogés sur la possibilité de faire un gouvernement d'union nationale en cas de victoire aient répondu par un "NIET" catégorique. Il est vrai qu'ils étaient assurés de gagner avec le grand pourcentage de...

Au fait pourquoi l'UPRONA a-t-il cru jusqu'à la dernière seconde à sa "victoire certaine" ?

La cause principale est certainement le fait que les structures héritées du parti unique rendaient ses "fonctionnaires" déconnectés de la base.

Si s'y ajoutent les "tactiques de leurre et de la 5^e colonne" que leur a jouées avec brio le FRODEBU, tactiques qui seraient héritées du PALIPEHUTU et qui consistent à faire croire à l'adversaire que tout le monde est avec lui tout en l'infiltrant, on comprend que l'UPRONA n'ait vu que du feu dans les manèges du FRODEBU et se soit contenté de compter les cartes et les casquettes des "membres"...

S'y ajoute aussi le leurre des 90 % récoltés pour l'approbation de la Charte de l'unité nationale et de la constitution obtenues sans débats ni campagne contradictoires et qui lui ont fait croire une égale adhésion à ses messages.

Par ailleurs l'UPRONA a sans doute sous-estimé l'impact de certains appels de sirènes du FRODEBU (qu'on qualifie aujourd'hui et sans scrupules de "propos de campagnes") et la profondeur des ressentiments qu'ont laissés dans la population les divers événements qu'a connus notre pays.

Le message de Paix et d'Unité - ou en d'autres termes de continuité - n'était apparemment pas suffisant pour panser les plaies et guérir l'ignorance de la population, même si l'on excluait l'éventualité d'une campagne officieuse ethnisante et délibérée.

II. Après les élections présidentielles

Comme on l'a vu, la campagne électorale des présidentielles aura été caractérisée par un climat malsain de "bipolarisation" ethnique FRODEBU-UPRONA et presque tous les "meetings" ont été dominés par ce thème sous diverses formes.

Pour le citoyen moyen il était d'ailleurs difficile de faire la part entre l'intoxication - désinformation et la réalité eu égard aux accusations que se lançaient les deux principaux protagonistes.

Le verdict des urnes survient comme un véritable "tremblement de terre" politique - prédit sous le nom d'une autre catastrophe sous nos ciels - prolongeant ainsi l'ambiance de bipolarisation ethnique mais cette fois-ci de façon désaxée et par endroits plus aiguë.

Dès l'annonce des résultats, trois acteurs s'adressent à la nation burundaise - et aux étrangers. Le président "sortant" qui reconnaît la défaite et pour calmer les militants qui l'ont soutenu. Le président élu qui remercie ses électeurs, les partis qui l'ont soutenu et appelle ses électeurs au calme, au partage des festivités de la victoire avec tous les Burundais.

Par moments son discours rappelle paradoxalement celui du Prince Louis *Rwagasore*, fondateur du principal parti concurrent, 32 ans plus tôt - qui parlant de la victoire de son parti l'avait qualifié de victoire pour tous les Burundi.

Les propos tenus sont qualifiés de rassurants surtout par ceux - là mêmes qui hier n'avaient rien ménagé pour diaboliser à fond le FRODEBU. Soudain comme par un coup de baguette magique ils présentent ce parti comme responsable et respectable - malgré quelques comportements tribalistes de certains de ses militants, soulignent-ils!

Pourquoi ces retournements ? Sûrement pour éviter des débordements coté UPRONA, probablement du côté des militaires dont le comportement dans ce cas constituait une inconnue.

Le troisième acteur, le chef d'état-major des forces armées, vient lever le voile sur cette inconnue. Il fait acte d'allégeance aux nouvelles institutions démocratiques tout en sifflant la fin de la récréation électoraliste de la campagne en souhaitant voir enterrés avec elle certains propos du FRODEBU, surtout en rapport avec l'armée. Le message semble avoir été bien compris !

Quelle est la "température" politique après l'annonce des résultats? Dans les deux cas, pour des raisons contraires, on y a observé une nette tendance à la montée.

Côté UPRONA, comble d'optimisme et de méconnaissance de la réalité de terrain, la défaite n'a jamais été envisagée. C'est la stupeur suivie de la consternation qui, chez certains fonctionnaires et étudiants se mue en une tentative de refus des résultats voire du calendrier si pas de tout le processus démocratique.

Ce côté "surprise" montre en suffisance l'incapacité de l'ex-parti unique de mener un travail à la base et cela avec une réelle maîtrise de la situation. Malgré quelques sursauts volontaristes de certains de ses militants, il aura gardé les anciens réflexes de privilégier le sens des relations du sommet vers la base, néfaste dans ce cas d'espèce.

En outre, de façon anarchique, suivant leurs humeurs certains "tutsistes" font la chasse aux "traîtres" bahutu au sein de l'UPRONA. Il leur est reproché d'avoir joué un double jeu avec une âme profondément FRODEBU.

Encore une fois ceci met en relief le manque de lien idéologique entre les militants de l'UPRONA, faisant de ce parti un groupe de personnes à intérêts et objectifs non nécessairement convergents et pas toujours bien définis. A ce stade, la question sur l'avenir de l'UPRONA ne peut être éludée.

De plus - ironie du sort- on se rend compte côté UPRONA, que la constitution taillée sous sa houlette pour favoriser les formations majoritaires va lui infliger l'effet boomerang durant les législatives, d'où certaines oppositions à la tenue de ce scrutin, avec une note ethnique stridente.

Au FRODEBU, bien évidemment c'est la fête que la direction souhaite sans débordements. Malheureusement des cas d'intimidations et de menaces sont rapportées par-ci par-là surtout à l'intérieur du pays.

Le discours et les interviews du président élu, surtout ceux faits en français, tranchent avec les propos de campagne. Pour le reste, on continue à pratiquer la langue de bois lorsqu'on s'exprime en kirundi. Ainsi toujours pas de condamnations de certains actes répréhensibles commis par quelques uns de leurs militants de base, voire même leurs propagandistes! Cette attitude risque de se prolonger jusqu'aux Législatives, logique électorale oblige!

Quelques propos controversés du candidat du FRODEBU sont réduits à des boutades électoralistes à jeter dans la poubelle de l'histoire. Comme quoi pour ce parti "la fin justifiait les moyens". Au mépris de toute éthique, justifiant même à posteriori le possible fait d'avoir joué sur les sensibilités ethniques remuant ainsi un terrain que l'on sait très glissant.

Dans ses interventions, le nouveau président revient sur certaines positions adoptées auparavant et qui parfois étaient justifiées à notre avis. Ainsi le processus de démocratisation dit à "la burundaise" - jadis chanté et présenté en modèle par l'UPRONA, mais critiqué et combattu par le FRODEBU- est aujourd'hui rentré dans ses bonnes grâces. La Constitution, hier objet de toutes les attaques, dès le moment qu'elle semble à l'avantage du parti majoritaire sort de sa ligne de mire.

Peut-être que lorsque le coq aura chanté trois fois le discours de campagne ne sera plus qu'un lointain souvenir. Tant pis pour certains électeurs !

III. Les scénarios de demain

III.1. Le bilan du processus démocratique

L'élection d'un chef d'Etat est une étape importante dans l'histoire de tout pays. C'est en principe un grand pas dans son processus de démocratisation. Qu'en est-il au Burundi après les élections du 1.6.1993 ?

Lorsqu'on considère que le Burundi moderne n'a connu d'autre forme d'accès au pouvoir que le coup d'Etat, rien que sous ce seul aspect, le scrutin du 1er juin constitue une victoire incontestable au niveau de la forme démocratique de passation du pouvoir.

Que dire du fond quand on se réfère aux polémiques suscitées par la possible ethnisation du vote? Pour répondre à la question il serait intéressant de considérer les arguments et les jugements extrêmes y relatifs.

Côté contre, ce vote serait "un véritable recensement ethnique". D'un autre côté les responsables du FRODEBU interrogés nient toutes les allégations en bloc et rétorquent: "Si c'était un recensement ethnique, les chiffres auraient été différents - sous-entendu en se référant au recensement ethnique datant de la colonisation. De plus, *Sendegeya*, Hutu lui-même, aurait bénéficié de cet effet, ce qui lui aurait permis d'avoir plus de 1% des faveurs des électeurs".

Lorsqu'on considère les résultats de ces élections, surtout province par province, il est clair que les équations toutes simples que tout muhutu a voté muhutu et que tout mututsi a voté mututsi sont fausses. On peut d'ailleurs se réjouir de ces votes politiques qui par ailleurs existent aussi dans les camps de ceux qui ont choisi un candidat de leur ethnie. Malheureusement, ils sont difficiles à quantifier eu égard aux problèmes que posent la réalisation d'un vrai sondage au Burundi.

Préciser ce que l'on entend par ethnisation du vote permettra de bien circonscrire la question posée plus haut.

Certains ont trouvé une parade pudique et remplacent volontiers vote "ethnique" par vote "naturel". Or le vote ne peut être considéré comme tel que s'il est fait sans aucune suggestion, sans aucune propagande explicite incitant l'électeur à voter pour le candidat de son ethnie. Dès lors qu'une telle propagande existe, alors le vote perd son caractère naturel. Or il semblerait qu'une telle propagande a été sournoisement menée par le FRODEBU et cela depuis le temps où il était en clandestinité.

Discutant par hasard avec un propagandiste FRODEBU, après ces présidentielles, il a eu cette phrase par inadvertance: "Si on n'avait pas fait ça, la machine UPRONA nous aurait broyé!" Cette campagne a été malheureusement relayée d'une certaine façon par l'UPRONA, lorsque sorti de sa torpeur d'ex-parti unique, il s'est attelé presque essentiellement à la diabolisation du FRODEBU pratiquant une propagande auprès des Batutsi les appelant à se mobiliser contre le tribalisme hutu symbolisé par le FRODEBU.

Dans de telles conditions, il apparaît que n'importe quel candidat X, présenté par le FRODEBU, muhutu bien sûr, aurait sans nul doute battu *Buyoya*. De plus, dans les conditions actuelles du Burundi et eu égard au travail effectué par le président sortant -

apprécié d'ailleurs par après par son rival élu - un écart aussi grand ne peut s'expliquer sans l'intervention de ce facteur subjectif devenu ici "l'arme fatale" à *Buyoya*.

Ainsi le résultat de ces élections laissent un arrière goût amer chez tout démocrate impartial car celui-ci est basé sur une manipulation politique de l'UPRONA et sur une tricherie idéologique de la part du FRODEBU, que malheureusement aucun observateur national ou international ne pouvait mettre dans aucune rubrique contenant les tricheries techniques auxquelles il faisait la chasse.

III.2. L'avenir politique du Burundi

Sous nos cieux, il est dans les habitudes de subir l'histoire sans pouvoir agir sur elle. Le manque de projection dans le futur proche ou à moyen terme en est la cause principale. Raison de s'intéresser aux possibles scénarios de demain.

* Les risques de dérive ethnique

Les résultats des élections présidentielles vont sûrement avoir un effet d'amplification sur les législatives pour le parti gagnant. Surtout que le scrutin à la proportionnelle adopté va à l'avantage des formations majoritaires. Cet effet d'amplification sera peut-être atténué par la participation de plus de formations politiques sur le terrain, notamment le cavalier seul pratiqué par chaque formation du front du changement. De toute évidence, le FRODEBU s'en sortira probablement avec une majorité confortable.

C'est ici le lieu de souligner la responsabilité de ce parti dans la poursuite du processus démocratique. Car si pour des raisons de garder le pouvoir il pratique le classique "divide et impera" - donc si l'aile anti-démocratique prend le dessus - la démocratie risque d'être mort-née.

En particulier, le Président élu devrait tout faire pour être le chef de toute la nation et éviter d'être perçu comme un chef de tribu à "la *Butelezi*", auquel une fraction de son électorat voudrait le réduire. Bien évidemment, en démocratie on ne doit pas compter uniquement sur le bon vouloir du chef. Il est du devoir de tous les patriotes et démocrates d'influer sur le processus démocratique dans le sens de son approfondissement. On y reviendra!

Dans la prochaine assemblée législative il est à craindre de voir réapparaître les réflexes des députés de 1965. C'est-à-dire réduisant tout député à sa dimension ethnique sans considération de son appartenance politique. Dans un tel cas de figure, le retour dans la spirale de la violence n'est pas à exclure, ce qui dans les conditions actuelles pourrait conduire à des mini-scénarios d'apocalypse.

* La possibilité d'approfondissement du processus démocratique et de dépassement du tribalisme

Un autre scénario plus réjouissant celui-là est la possibilité d'approfondir la démocratie associée à un possible dépassement du tribalisme. Le nouveau Président n'a-t-il d'ailleurs pas promis de résoudre le problème ethnique d'ici cinq ans, ramenant à un niveau secondaire la mention d'ethnie.

Propos optimistes certes - faute d'être électoralistes - mais plus que ses prédécesseurs il dispose de plus d'atouts pour résoudre ce problème, à condition qu'il le veuille et qu'il mène une politique conséquente.

Il le peut d'abord parce que muhutu. Car eu égard à l'histoire récente du Burundi, aux différentes frustrations accumulées surtout par les bahutu, le seul fait d'avoir un hutu à la tête de l'Etat du Burundi constitue en soi une thérapie psychologique. Une sorte d'état d'extase dans lequel surnage son électorat majoritairement hutu est là pour le prouver.

De plus le cinquième point des 46 présentés par le FRODEBU quoi que synthétique contient la substance d'une bonne réponse à cette fameuse question ethnique. C'est-à-dire l'égalité devant la loi, l'égalité des chances, la justice sociale surtout le respect des droits et des libertés fondamentaux de l'homme. Pourvu que cela soit traduit dans des actes !

Par ailleurs, un autre argument en faveur de l'approfondissement du processus démocratique est que la situation politique actuelle est différente de celle de 1965. Les partis politiques et la société civile ont plus d'atouts pour jouer leur rôle de groupes de pression.

Signalons ici que le règne de M. Ndadaye ne sera sûrement pas une partie de plaisir. Il devra d'abord se frotter aux deux extrémismes tutsi et hutu - qui ont fait chavirer son prédécesseur sûrement jusque même au sein de sa formation politique. Un corollaire à ceci est le risque pour le FRODEBU de ne pas maîtriser une certaine partie de sa base dont le sens de la victoire du 1er juin pourrait être différent de celui de certains membres de la direction.

Enfin pour clore ce volet, ajoutons-y le contexte économique international difficile pour les pays sous-développés lié aux déséquilibres des balances des paiements, à la dette extérieure qui motivent les interventions musclées - parfois appelées diktats- du FMI et de la Banque mondiale, constituant une véritable ingérence dans les affaires intérieures des Etats, rendant illusoire toute velléité de souveraineté nationale.

En outre, au niveau de notre sous-région, tant que la question du Rwanda ne trouve pas une issue correcte, comme par le passé elle continuera à constituer une source potentielle de tension ethnique pour le Burundi.

* Des raisons d'espérer

Par rapport à la question de la victoire de la forme démocratique de passation du pouvoir, un plus a été apporté et qui a contribué à remettre en doute quelques idées répandues dans certains milieux "hutisant" et "tutsisant".

Et comme on évoluait dans de véritables ghettos ethniques y compris au niveau de la pensée, cela contribuait à une auto-intoxication du moment que l'on n'écoutait pas les arguments de l'autre.

Cette opinion voulait qu'un mututsi ne peut en aucun cas céder le pouvoir à un muhutu par la voie des urnes. L'organisation dans toute la transparence voulue des dernières élections est venue battre en brèche cette vision. L'acceptation ferme des résultats par P. Buyoya renforce ce fait. De même, le FRODEBU en participant au jeu démocratique a mis en défaut celles des idées "hutistes" qui voulaient que la violence soit la seule voie d'accession d'un muhutu à la magistrature suprême. Ce qui a évidemment fait grincer les dents de "tutsistes" attardés.

Il y a lieu aussi de se réjouir de la position actuelle de l'armée où la tendance démocratique semble pour le moment avoir le dessus. Pourvu que ça dure!

Par rapport à la question ethnique, s'il n'y a pas de regain de tension, l'effet psychologique associé à la victoire de Ndadaye devrait porter ses fruits. Il nécessiterait cependant des compléments économiques et sociaux comme réponse objective basée sur plus de justice sociale.

Dans ce cas, l'établissement d'un climat de confiance, aurait pour conséquence la libération des énergies jadis "kidnappées" ou gaspillées dans les querelles ethniques. D'où une meilleure productivité et plus de sécurité pour l'investissement tant national qu'étranger. La base en était déjà jetée sous le régime *Buyoya*.

* Le rôle des patriotes

Il y a des raisons de penser que des patriotes existent, éparpillés dans toutes les formations politiques de ce pays et au sein de la société civile. C'est ici le lieu de souligner que l'histoire récente du Burundi - jalonnée de crises tragiques - a été caractérisée en général par une démission ou une compromission des patriotes face à leurs idéaux.

Un hommage est à réserver aux patriotes - toutes ethnies confondues - qui sont restés fidèles à leurs convictions et ont payé cher leur engagement. Certains furent les premières cibles dans les graves crises que le Burundi a subies, particulièrement en 1972. Cependant, encore aujourd'hui les risques sont grands de les voir récupérés ou alors demeurer sans organisation conforme à leurs idéaux.

Nous devons aussi dire que certaines associations à l'intérieur, comme à l'extérieur, ont essayé de jeter des ponts pour rompre l'isolement des ghettos ethniques et rassembler les Burundi patriotes. Nous citerons entre autres, l'UGESBP, l'UBU, le MEPROBA, l'ACPB¹ et la Ligue *Iteka*,... Malgré leurs heureuses initiatives, la plupart d'entre elles n'ont pas su s'extirper des dérives ethniques et ont vu leurs membres récupérés ou découragés.

Pour le moment il est plus qu'urgent que les patriotes se retrouvent où qu'ils soient (partis, société civile, armée...) pour discuter des questions laissées en suspens ou ayant fait l'objet de débats inachevés, notamment sur la démocratisation et la question ethnique. En particulier, une relecture commune de l'histoire sociale et politique du Burundi serait souhaitable pour en extirper les malentendus et les fausses questions.

Le nouveau courant démocratique, sans précédent dans l'histoire du Burundi, caractérisé entre autre par l'émergence d'une presse libre, la création des ligues des droits de l'homme, leur donnera peut-être l'occasion de s'organiser.

¹ UGESBEF : Union Générale des Etudiants et Stagiaires Burundi en France
UBU : Umugambwe w'Abakozi b'Uburundi
MEPROBA : Mouvement des Etudiants Progressistes Burundais
ACPB : Association Culturelle pour le Progrès au Burundi

Cré ainsi un véritable front des patriotes - même si ce terme a été récupéré et galvaudé par l'**UFRONA** - seul rempart contre la montée des extrémismes ethniques qui sous d'autres cieux seraient tout simplement fascismes !

ANNEXE III.1

**Note à l'attention de
Monsieur le Directeur Général de l'ONATEL suite à l'arrêt
survenu dans la nuit du 02 au 03.07.1993 des équipements du
Central Téléphonique et de la Station Terrienne.**

Quand on dit que les putschistes du 21.10.1993 sont les mêmes que ceux du 3.7.1993, certains esprits arguent qu'il s'agit là de fabulations. D'après le présent document, le doute ne semble plus permis. C'est cette même pièce qui a convaincu le Président Pierre BUYOYA que certains de ses proches collaborateurs étaient impliqués dans le coup d'Etat du 2.au 3.juillet.1993.

Le Major Bernard *Busokoza*, ancien Directeur Général de l'ONATEL et actuellement Directeur de la Régie Nationale des Postes est venu vers une heure du matin, réveiller avec insistance M Ernest *Baranshikiriye*, Chef du Service des Transmissions de l'ONATEL.

Ensuite, aux environs d'une heure-vingt du matin, un groupe de trois militaires, dont le Commandant *Ntakiyica*, tous en tenue de combat et armés, est venu réveiller avec insistance M. Damien *Hamenyimana*, Chef du Central téléphonique de Bujumbura, en l'obligeant d'amener les clés du Central, car disait-il "nous savons que tu en disposes à la maison".

Nous avons été conduits, sans le moindre détail sur l'objet de ce déplacement forcé et nocturne vers une maison située à Rohero I, Avenue Bururi, non loin de l'avenue Rutana.

M. Ernest *Baranshikiriye* conduit par le Major Bernard *Busokoza* y est arrivé aux environs d'une heure quinze minutes.

Quand à M. Damien *Hamenyimana*, conduit par le groupe de trois militaires il y est arrivé à peu près dix minutes plus tard.

Aussitôt, M. Damien *Hamenyimana* arrivé, le groupe des trois militaires nous a embarqués dans une même voiture (de couleur blanche) vers le Central téléphonique de Bujumbura où on a forcé M. Damien *Hamenyimana* de couper les communications téléphoniques locales et nationales en même temps qu'on amenait M. Ernest *Baranshikiriye* vers la station terrienne pour interrompre les communications internationales.

Arrivé à la station terrienne, un de ces militaires est allé réveiller le technicien de garde de cette nuit-là (Monsieur Ildephonse *Ntungumburanye*) et le força d'ouvrir les portes extérieures de la station.

Ensuite, pendant qu'un des militaires forçait M. Ernest *Baranshikiriye* d'aller dans la salle des équipements, l'autre conduisait M. Ildephonse *Ntungumburanye* vers l'extérieur. Une fois entré dans la salle des équipements, le commandant *Ntakiyica* ordonna à M. Ernest *Baranshikiriye* de couper les communications internationales.

Cet officier a pris la clé de la station terrienne après avoir fermé les deux portes qui conduisent vers la salle des équipements. Une porte était fermée de l'intérieur tandis que l'autre était fermée de l'extérieur du local.

Ensuite, cet officier a ordonné à M. Ernest *Baranshikiriye* de sortir et de monter en voiture pendant que M. Ildephonse *Ntungumburanye* était toujours surveillé par un des 3 militaires.

Ensuite, le Commandant *Ntakiyica* s'est dirigé vers le Chef de poste et lui a lancé l'ordre suivant: "Que personne n'entre et ne sorte". Par après, cet officier s'est installé au volant de la voiture et nous nous sommes dirigés vers le Central, disait-il, pour prendre Damien *Hamenyimana*, il devait être autour de deux heures et trente minutes, lorsque nous sommes arrivés au Central. Un des militaires m'a accompagné jusqu'au Central pour chercher M. Damien *Hamenyimana*. Mais à cette heure là, M. Damien *Hamenyimana* ne s'y trouvait plus.

En effet, pendant que M. Ernest *Baranshikiriye* se rendait à la station terrienne, le Major *Busokoza* Bernard et le Lieutenant-Colonel *Ningaba* ont cueilli M. Damien *Hamenyimana* à la descente de la voiture conduite par le commandant *Ntakiyica* et l'ont escorté jusqu'au central téléphonique où on l'obligea d'arrêter le Central.

Ensuite, il a été conduit au Central Téléphonique de *Ngagara* par les mêmes militaires pour faire les mêmes opérations de couper les communications téléphoniques.

Ensuite, vers trois heures du matin, M. Damien *Hamenyimana* a été abandonné à la station terrienne par le Major *Busokoza* Bernard et le Lieutenant-Colonel *Ningaba* où il n'a pu faire recours au Chauffeur de piquet pour rentrer. Le Lieutenant-Colonel *Ningaba* était au volant d'une Jeep couleur sombre.

Pour le cas de M. Ernest *Baranshikiriye*, qui était avec les trois militaires en tenue de combat, il n'est arrivé à domicile qu'aux environs de trois heures et quart, car ces militaires ont passé un temps assez long en cherchant à savoir par où est passé M. Damien *Hamenyimana*. Après avoir pris la décision de me rentrer le Commandant *Ntakiyica* a proposé aux autres de passer par le Camp Muha où nous sommes restés près de dix minutes (à l'entrée du camp).

Vers cinq heures du matin, le Major *Busokoza* Bernard au volant d'une Jeep en compagnie de trois autres personnes en tenue civile, sont venus de nouveau réveiller M. Ernest *Baranshikiriye* à coups de plusieurs tapages sur les portes et fenêtres.

Ensuite, la même Jeep s'est dirigée vers le domicile de M. Damien *Hamenyimana*. Après plusieurs coups sur le portail, le Major *Busokoza* Bernard est passé au dessus du portail et est allé toquer plusieurs fois à la fenêtre pour de nouveau réveiller M. Damien *Hamenyimana*.

Ensuite, nous avons tous été embarqués, dans la même jeep à destination du central téléphonique où M. Damien *Hamenyimana* a débarqué. Ensuite, la Jeep toujours conduite par le Major *Busokoza* Bernard s'est dirigée à *Ngagara*, où il a déposé les trois personnes en plein milieu du quartier six.

Par après, le Major *Busokoza* Bernard a conduit M. Ernest *Baranshikiriye* vers la station terrienne. Arrivé à proximité de la station terrienne (près du Ministère de la Géologie et Mines) M. Ernest *Baranshikiriye* a demandé au Major *Busokoza* Bernard si la clé de la station terrienne lui avait été remise par le Commandant *Ntakiyica*, mais le Major *Busokoza* a répondu qu'il n'avait pas la clé de la station terrienne.

A cet instant, le Major *Busokoza* décida de ne pas passer par la station et de conduire directement M. Ernest *Baranshikiriye* à domicile. Il devait être aux environs de cinq heures trente minutes.

Concernant le cas de M. Damien *Hamenyimana*, lors de son arrivée au Central téléphonique, le Major *Busokoza* Bernard lui donna l'ordre de remettre le central en marche et l'abandonna là. Pour rentrer, il a dû de nouveau faire recours au chauffeur de piquet. Le Central téléphonique a été remis en service aux environs de cinq heures vingt minutes.

S'agissant de la station terrienne, étant donné que la clé de la salle des équipements avait été prise par le Commandant *Ntakiyica* et que de ce fait le Major *Busokoza* Bernard avait décidé de ne pas y conduire M. Ernest *Baranshikiriye*, ce dernier a appelé dès son retour à domicile le technicien de garde à la station terrienne (*Ildephonse Ntungumburanye*) pour lui demander si cette clé lui avait été restituée. M. *Ildephonse Ntungumburanye* a répondu négativement et même le chef de Poste a répondu négativement. Ensuite, M. Ernest *Baranshikiriye* a demandé au même technicien d'envoyer le chauffeur de piquet pour le conduire à la station terrienne mais ce dernier ayant répondu qu'il ne connaît pas l'adresse du domicile. M. Ernest *Baranshikiriye* a dû faire appel à M. Emmanuel *Irabaganje*, Chef de la station terrienne pour se rendre jusqu'à la station.

A son arrivé à la station terrienne, M. Ernest *Baranshikiriye* en compagnie du Technicien de garde, de deux militaires de garde et de M. Emmanuel *Irabaganje* ont essayé de voir comment parvenir à défoncer cette porte pour pouvoir accéder aux équipements.

Vers sept heures trente, on a pu défoncer la porte et le trafic téléphonique international a été rétabli normalement quelques minutes plus tard.

Quelques minutes plus tard, l'officier de garde de la Radio est passé à la station terrienne et c'est lui qui nous a informé qu'il s'agissait d'une tentative de coup d'état.

Suite à ces multiples problèmes relatifs au rétablissement des liaisons internationales du côté de la station terrienne qui ont fait que le Chef du service des Transmissions est resté occupé à la station terrienne jusqu'au-delà de huit heures du matin, la Direction n'a été informée qu'au-delà de neuf heures du matin pour des raisons suivantes :

- d'abord le stress, la fatigue, la panique et nous avons pensé que tous les deux à savoir: M. Damien *Hamenyimana* et M. Ernest *Baranshikiriye*, devrions formuler ensemble, pour être plus complet, la situation qui a prévalu dans la nuit du 02 au 03.07.1993.

Après avoir tenu la Direction au courant de tout ce qui s'est passé, celle-ci nous a demandé les éclaircissements que voilà fidèlement constitués.

Fait à Bujumbura, le 03.07.1993

Par: Ernest *Baranshikiriye*, Chef du Service des Transmissions

Damien *Hamenyimana*, Chef du Central Téléphonique

ANNEXE III.2

A mon frère le Président de la République

Moins d'un mois avant son assassinat, le Président Melchior Ndadaye avait reçu d'Europe une lettre personnelle l'informant qu'un mauvais coup se préparait contre lui et son régime. Signes prémonitoires certes, mais aussi preuve que le putsch du 21 octobre 1993 et l'assassinat du premier président démocratiquement élu n'est pas le fait du hasard ou de quelques militaires égarés mais plutôt le fruit d'un plan bien mûri aux ramifications multiples.

29 septembre 1993

**A Son Excellence le Président de la
République du Burundi
Bujumbura
Burundi**

Mon cher Frère,

Votre politique à l'intérieur est admirable. Le peuple et l'opinion internationale sont satisfaits de votre administration. Par contre votre politique à l'extérieur doit démarrer à zéro. Mandela, Jelzin, Arafat et Aristide en sont là grâce à leur bonne politique de l'extérieur. Si les inkotanyi sont soutenus par l'opinion internationale, c'est parce qu'ils se sont arrangés pour corrompre le monde entier par leurs informations mensongères, exagérées et dramatisées et par leur infiltration dans tous les milieux du monde entier.

Le Hutu doit encore beaucoup travailler pour parvenir à montrer au monde son vrai visage, sa capacité et sa force. C'est ici que le Hutu a perdu, il a laissé ternir son image.

Les grandes puissances ont été choquées par la défaite de Buyoya, elles ne se sont pas encore remises de cet échec, (...). Les Européens continuent à croire que seul Buyoya est le seul garant de la paix chez nous. Les Evêques catholiques (surtout les Hutu) et leurs acolytes continuent à l'affirmer aussi, et le comble est qu'on les croit.

Ces affirmations erronées me poussent à déduire que :

- une tentative de reprise de pouvoir par les Buyoyistes ne serait empêchée par personne parmi les puissances étrangères

- Certains malfaiteurs seraient en train d'élaborer une sale stratégie, pour rendre notre pays ingouvernable par :
 - * le sabotage de l'économie
 - * le changement de "ba Katharina" en une forme de "terrorisme à la mafia"
 - * la manipulation de Palipehutu comme toujours
 - * le renouvellement des massacres, sous forme de défense légitime comme toujours
 - * la mise en scène des attaques, collées ensuite sur le dos du Palipehutu ou d'autres groupuscules des Hutu-émigrés, ça ne serait pas non plus nouveau au Burundi
 - * la population hutu qui peut éventuellement payer la facture des conflits entre Bagaza-Mbonimpa et Buyoya

- Quelque chose doit être en train de se préparer :
 - * ce n'est pas par hasard que le bras droit de Buyoya soit à la tête du coup d'Etat manqué
 - * ce n'est pas pour rien qu'on raconte que Buyoya veut émigrer aux USA, il doit y avoir une part de vérité là-dedans, malgré toutes les faveurs qu'on lui avait accordées
 - * on raconte aussi que Mme Buyoya Sophia dirige un groupe d'opposants, composé de tutsi-extrémistes, qui font la navette entre les USA, Canada, Paris, Belgique (...)

Une chose est sûre, nous devons faire attention, nous devons rester vigilants, nous devons nous attendre à tout ! Umugabo arinda akaje.

A.N.

ANNEXE III.3

Le comportement des Frères Bene-Yozefu

Rompant avec la sacro-sainte pratique de l'Eglise catholique burundaise, qui consiste à ne jamais dénoncer les fautes commises au sein de cette dernière au nom de la charité, des chrétiens ont adressé une lettre au Cardinal Roger Etchegaray, lors de son passage au Burundi après l'assassinat du Président Melchior Ndadaye et les violences qui l'ont accompagné. Les faits rapportés ici sont malheureusement confirmés par d'autres témoignages aussi dignes de foi et appellent à un sérieux examen de conscience.

Bujumbura, le 23 Décembre 1993

**A Son Excellence le Cardinal Roger
Envoyé du Souverain Pontife
au Burundi
à Bujumbura**

Excellence,

Nous avons l'insigne honneur de vous adresser par la présente un rapport accablant sur la participation de certains Frères *Bene-Yozefu* de *Giheta* (en Province de *Gitega*) dans les massacres que vient de vivre le Burundi.

Nous vous souhaitons, Excellence, une bonne Fête de Noël et un bon séjour dans notre pays. Nous osons espérer que Votre appel sera entendu compte tenu de la gravité de la situation. Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agrèr, Excellence, l'expression de notre très haute considération.

POUR LES CHRETIENS DE LA PAROISSE GIHETA

- NIYONZIMA Simon - NDARUZANIYE Marie-Claire
- MASABO Louis - SIRAHINDA Gérard - NTAHOKAJA Jean-Pierre

C.P.I. à:

- Monseigneur l'Archevêque de *Gitega*
- Conférence des Eglises catholiques du *Burundi*
- Monsieur le Ministre de l'Education Nationale à *Bujumbura*
- Congrégation des Frères *Bene-Yozefu* à *Giheta*
- Confessions religieuses (Toutes)

Comportement des Frères Bene-Yozefu dans les différentes crises qui ont secoué le Burundi

Ceci remonte aux années 1972, compte tenu de la participation très active de cadres de la congrégation des Frères *Bene-Yozefu* qui se sont fait remarquer dans les massacres des Hutus de 1972. Ici on notera surtout le comportement ignoble du Frère *Ntakananirimana Michel* alias *Felifeli* dans les arrestations des fonctionnaires Hutus de Giheta (où se trouve la maison mère des *Bene-Yozefu*) en compagnie du sinistre *Duragu Antoine*, Administrateur Communal de l'époque. Le Frère Michel servait de Policier-chauffeur à bord d'un véhicule de la congrégation des Frères pour conduire ces innocents à l'abattoir. Au lendemain de ces massacres il s'était surnomé *Rwasamabuye* (Casseur de pierres) pour se vanter d'avoir cassé des têtes de Hutus qu'il qualifie de pierres.

En 1988, lors des événements de *Ntega-Marangara*, les Frères *Bene-Yozefu* de l'ethnie tutsi passaient des nuits à s'entraîner à manier des armes à feu chez un certain *Ntukamazina Bernard* alias *Django* et à confectionner des listes des Hutus à tuer. Il était surtout question des Frères *Gervais Nzeyimana*, actuel Economiste Général de la congrégation et de *Ntakibirya André*, Maître des Novices (Futurs Frères *Bene-Yozefu*). Depuis, un climat de méfiance s'est installé entre les Frères et la population des alentours; un commentaire du Père *Franz Prisl* alors Curé de la Paroisse en dit long. Parlant de ces Frères *Bene-Yozefu*; il disait: "*C'est un groupe de jeunes gens qui n'ont rien à voir avec la vie des religieux mais qui cherchent la vie facile*". Même au sein de la Communauté, on pouvait remarquer déjà un ethnisme et un régionalisme hors du commun, compte tenu de la marginalisation des Frères Hutu dans l'attribution des Postes de responsabilités, ou bien à considérer le nombre de Frères Hutus expulsés ou contraints à partir ces dernières années. On avait également constaté l'activisme des cadres de cette congrégation lors de la compétition des partis politiques, une autre façon d'agir contraire à la mission de ces soi-disant religieux.

La défaite du vieux Parti UPRONA a été comme un véritable échec pour les Frères puisque le Supérieur Général déclare que de son vivant il n'avait jamais ressenti une douleur aussi atroce que la victoire du Président *Ndadaye* ce qui l'incite à limoger tous les travailleurs qui avaient milité pour le FRODEBU. Selon certaines personnes proches de ces Frères, ils avaient juré qu'ils feront tout pour participer à toute action qui viserait à renverser le Pouvoir FRODEBU au lieu de s'activer dans l'organisation des succursales afin d'alléger le lourd fardeau de notre curé de Paroisse.

Certains Frères se sont illustrés dans le sabotage des actions du Gouvernement notamment en refusant de recevoir des élèves *Hutus* rapatriés, parce que leurs parents avaient fui le Pays à un certain moment; il a fallu l'intervention des hautes autorités de la province. Il s'agit là de l'extrémiste Frère *Aloïs Nikondeha* alias *Kiganza* qui s'est également rendu célèbre du vol des biens de l'Ecole (Meubles provenant de l'atelier de Menuiserie de l'Ecole). Ces actes ont été à maintes fois dénoncés mais avec le couvert du Supérieur Général également complice, aucune suite n'y a jamais été réservée, suscitant des grèves et des mouvements de protestation de la part des professeurs et des élèves.

Les Frères *Bene-Yozefu* viennent de prouver encore une fois au monde ce qu'ils sont réellement dans leur participation aux massacres des populations *Hutu* et au pillage de leurs biens dans les tristes événements qui viennent d'endeuiller notre pays. Le Frère *Aloïs Nikondeha* alias *Kiganza* et son Supérieur Général en sont les principaux instigateurs. Alors

que tout le monde se trouvait dans la consternation après avoir appris la mort du Président *Ndadaye*, le 23.10.1993 la population s'était rassemblée pour suivre ensemble l'évolution des événements, c'est le Frère Aloïs aidé par quelques séminaristes qui a tiré les premiers coups de feu dans la foule tuant une personne et en blessant une autre.

C'est donc ce Frère Aloïs qui a donné le coup d'envoi des massacres de *Giheta*.

Ce comportement relève de la haute criminalité et de l'irresponsabilité notoire surtout pour des gens censés s'être consacrés à Dieu. Cette criminalité a atteint un stade de non retour à telle enseigne que des victimes se comptent au sein de leur congrégation:

1) Le Frère *Gahungu* Athanase, Directeur de l'Ecole Primaire de *Giheta*, a été froidement assassiné le Samedi 23 octobre par les élèves Tutsis de l'E.T.M. *Giheta* sous la complicité active du Frère *Nikondeha* Aloïs dans l'enceinte de la congrégation même.

Cet acte ignoble et inhumain a été commis alors que des militaires sillonnaient déjà la commune depuis jeudi 21 octobre. En effet, le Commandant de District de *Gitega* a débarqué à *Giheta* à 06h10 dans la matinée du 21 octobre pour arrêter l'Administrateur Communal et ses proches collaborateurs.

Des Frères ont alors enfilé l'uniforme militaire et ont massivement participé à tuer, piller et brûler les maisons. Ils ont servi de guide-éclaireurs aux militaires qui ignoraient la cartographie de la commune. Le Frère Athanase *Gahungu* assassiné était accusé, parce que Hutu, d'entretenir des amitiés avec des Frodebistes.

Les Frères qui ont battu le record dans le crime sont: Frère *Nikondeha* Aloïs, Frère *Musafa*, Econome du Séminaire St. Joseph de *Giheta* et M. l'Abbé Désiré de la Paroisse *Giheta*.

Il convient aussi de noter que les véhicules militaires ont bénéficié du renfort de deux camionnettes de l'E.T.M. *Giheta* parfois pilotées par Frère Aloïs *Nikondeha*, le chauffeur de l'Ecole du nom d'Eugène et un certain Côme de la Menuiserie des Frères *Bene-Yozefu*.

2) L'abbé *Ntukamazina* François fut également froidement assassiné le Dimanche 24.10.1993 dans l'après-midi, devant l'église par des militaires guidés par l'Abbé Désiré de la Paroisse et par le Frère Aloïs *Nikondeha*. Et ceci parce que dans son homélie il venait de condamner le meurtre du Frère Athanase *Gahungu*.

Les Grands Séminaristes qui étaient en étage à la Paroisse pourraient témoigner à ce propos. Le corps du défunt a été jeté dans les locaux abandonnés de l'Ancien Centre Artistique de *Giheta*.

Les chrétiens se posent beaucoup de questions sur ces personnages religieux. Et lors des missions de pacification menées par Monseigneur l'Archevêque Joachim *Ruhuna* dont il faut saluer le courage et la détermination, il a toujours été question de muter ces Frères. Monseigneur l'Archevêque aurait vu de ses propres yeux des Frères qui traînaient deux chèvres volées dans les villages: c'était le 31.10.1993.

Frère Aloïs *Nikondeha* encadre toutes les opérations de pillage et de tueries qui sont enregistrées sur les collines de *Bihororo*, *Ruhanza*, *Korane*, *Gisuru*...

La population a exprimé le vœu de voir ses biens restitués par ces frères sans foi ni loi, mais hélas la situation semble se verouiller et la Communauté des Frères fait la sourde oreille. Un bataillon des militaires semble avoir élu domicile dans la congrégation *Bene-Yozefu*, l'objectif primordial étant de tuer et piller.

3) A *Gitega*, au Lycée de *Gitega*, tenu par les Frères *Bene-Yozefu*, le Frère Jean-Marie, Hutu, Préfet de Discipline, a été tué par les élèves du dit établissement sous la bénédiction du Frère *Cimpaye* Pascal Directeur de l'Ecole. Signalons également que lors de la tournée des responsables de l'Education à *Gitega*, le Directeur a opté de se taire sur la vacance du Poste de Préfet, encore plus sur sa mort. La délégation a appris la triste nouvelle de retour à *Bujumbura*.

4) A *Rusengo-Ruyigi*, les élèves Tutsi du Lycée se sont rendu coupables de plusieurs meurtres sous la bonne et vigilante coordination du Frère Joachim des *Bene-Yozefu*. Mr l'Abbé *Nyedetse* Firmin, Curé de la Paroisse de *Rusengo*, a été exécuté par ces mêmes élèves sous la conduite du Frère Directeur.

De nombreux fonctionnaires Hutu de *Ruyigi* ont succombé sous les coups de militaires et élèves de *Rusengo* qui étaient venus camper à *Ruyigi*.

Dans ce modeste document, nous n'avons pas parlé des milliers de paysans innocents dont les têtes sont tombées à cause de ces Frères *Bene-Yozefu* ci-haut cités à *Giheta* surtout. Les enquêtes nationales et internationales en donneront les détails.

Compte tenu des graves accusations portées par la population contre ces Frères, nous recommandons ce qui suit:

- 1° Suspendre les conventions dans le domaine de l'éducation avec la congrégation des Frères *Bene-Yozefu*.
- 2° Limoger le Frère *Nikondeha* Aloïs de ses fonctions religieuses et civiles.
- 3° Enquêter et poursuivre les Frères coupables.
- 4° L'Archevêque de *Gitega* doit aider à ramener sur le bon chemin ces brebis égarées
- 5° Opérer des mutations de beaucoup de ces Frères afin de ne pas désorienter notre population très chrétienne du reste. Toute la population chrétienne de *Giheta* a juré de ne plus assister à une messe à laquelle participent ces assassins. Les chrétiens ont également refusé de recevoir la Sainte Eucharistie des mains des dits Frères.